

Pour mieux faire face à la crise écologique, oublions la «transition juste»

Jérôme Bourdieu, Jean-Baptiste Comby

La baisse des budgets de l'écologie dans la loi de finances 2025 montre une fois encore que raisonner en ces termes ne suffit plus. Ce mantra incantatoire nie l'ampleur de l'effort à accomplir, estiment les chercheurs Jérôme Bourdieu et Jean-Baptiste Comby.

Ces derniers mois, la transition écologique aura été comme balayée d'un revers de manche économique. Le budget finalement adopté par le Parlement ne fait que confirmer ce désintérêt croissant du politique : fonds vert, aides à l'acquisition de véhicules propres (https://www.liberation.fr/economie/transports/la-baisse-des-aides-a-lachat-de-vehicules-electriques-un-obstacle-pour-la-transition-ecologique-20240910_EU555HBD3JC3PCOH45IRBCEEC4/), ou encore transports collectifs – la liste n'est pas exhaustive – voient leurs enveloppes budgétaires baisser, parfois drastiquement. Et ce n'est pas parce que l'écologie serait devenue trop woke. Les appels à une «transition juste» ont beau se multiplier, ils demeurent incantatoires. Pour comprendre une telle impuissance à faire primer la dette écologique sur la dette budgétaire, il faut donc interroger leurs impensés.

Depuis le mouvement des gilets jaunes, la transition écologique est supposée avoir rejoint la question sociale. Juste, équitable, redistributive, elle veille à ne plus se faire sur le dos des ménages populaires. Il est désormais admis que ce sont eux qui souffrent le plus de nuisances dont ils sont pourtant les moins responsables. Pour embarquer tout le monde vers une société post-carbone, il convient de répartir équitablement la charge de l'effort en demandant aux classes aisées une contribution plus importante. Comme l'écrivait récemment l'économiste Laurence Tubiana (https://www.liberation.fr/environnement/climat/laurence-tubiana-trump-a-lintention-de-mettre-en-place-un-systeme-de-destruction-environnementale-20241109_HPOK7LMKKZFNBDM6SNLDMPSQ5Q/) : «*De nouveaux impôts sur les grandes fortunes et sur les activités et secteurs à forte intensité de carbone sont tout à fait justifiés : cela permettrait de s'assurer que ceux qui ont les moyens et les émissions les plus élevées contribuent à leur juste part.*»⁽¹⁾ Les inégalités face aux dégradations environnementales reviennent ainsi peu à peu sur le devant de la scène. Mais cette évolution n'est pas suffisante, car elle tend à neutraliser des enjeux politiques moins consensuels. L'attention portée aux disparités sociales devant le désastre écologique ne garantit pas de penser l'ampleur des changements qui s'imposent.

Les inégalités ne tombent pas du ciel

La multiplication d'ouvrages, de rapports et de prises de position publiques indiquant les leviers à activer pour permettre une transition juste se sont multipliés ces dernières années. Cette pensée sociale-écologique se fonde sur des évaluations, de plus en plus fines et complexes, des inégalités d'exposition, de contribution et de mobilisation face aux dégâts environnementaux. Dans la mesure où ces asymétries correspondent à des logiques qui se présentent comme distinctes (stratégies résidentielles et assurantielles, accès aux soins, consommations ou participation politique), elles se prêtent à des lectures descriptives qui les isolent les unes des autres. Ce faisant, les mécanismes sociaux à l'œuvre dans leur formation et leur perpétuation passent au second plan. Ces inégalités ne tombent pourtant pas du ciel. Elles résultent toutes de la compétition à laquelle se livrent les groupes sociaux pour améliorer leurs positions et leurs conditions d'existence.

Préconisant une redistribution sans toucher à la distribution initiale des richesses de toutes sortes, les partisans d'une «transition juste» (https://www.liberation.fr/forums/pour-une-transition-juste-lurgence-dagir-contre-la-precarite-energetique-20241216_3YI6TCWLO5AJNHETTPS2NRWZYA/), se dispensent d'analyser le système actuel qui génère des injustices inséparablement sociales et climatiques. Comme si les inégalités étaient d'inéluctables externalités négatives, que l'on peut tout au plus atténuer, *ex post*. L'écologisation de la vie sociale, pour être «juste» et à la hauteur des adaptations nécessaires, ne saurait cependant faire l'économie d'un démantèlement préalable des règles et hiérarchies établies du monde social. Ce sont elles qui génèrent ces inégalités et qui ont profondément ancré en nous des besoins insatiables de consommer, de se déplacer, d'occuper l'espace ou de consommer les «ressources» matérielles et naturelles. Or, la satisfaction sans fin de ces

besoins est tendanciellement incompatible avec les limites physiques de la planète, les politiques dites de «modernisation écologique» («développement durable», «croissance verte», «transition énergétique»...) initiées depuis plus de trente ans ayant échoué à dépasser cette contradiction.

Nécessité d'une stratégie politique alternative

En l'état, les réaménagements écologiques des pratiques et des idées sont jugés trop coûteux, voire punitifs, par la grande majorité de la population alors même qu'ils sont sans commune mesure avec la réorientation que recommandent le Giec comme l'IPBES, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (2). C'est là un autre impensé de la transition «juste» : l'ampleur de l'écologisation censée advenir. Pour la majorité des catégories intermédiaires et populaires, il n'est tout simplement pas possible de réussir son intégration au monde social tel qu'il est, et en même temps d'adopter des styles de vie qui seraient écologiquement viables (3).

Les enquêtes statistiques et de terrain montrent en effet que seuls les individus étant parvenu à s'extraire des logiques de concurrence systémique (scolaires, professionnelles, résidentielles, etc.) parviennent, non sans mal d'ailleurs, à écologiser durablement leurs manières collectives et individuelles d'être au monde. Car il ne s'agit pas seulement d'exister plus sobrement, mais bien de vivre tout autrement. Une transition, aussi «juste» soit-elle, ne sera donc pas suffisante. Devant le désastre écologique, l'ampleur tant des inégalités sociales que des écologisations à réaliser est telle, qu'elle implique de réinscrire cet enjeu dans une logique de transformation, à rebours du «capitalisme vert». Les «solutions» avancées au nom d'une transition «juste» retardent le véritable débat. Faute de s'inscrire dans un rapport de force contre ceux qui détiennent le pouvoir sur tout et surtout de saccager la vie sur terre, elles restent tributaires de leur bon vouloir budgétaire. Les discussions ne peuvent plus se réduire à une opposition entre des progressistes qui attribuent la crise écologique aux riches et des conservateurs qui stigmatisent les modes de vie des pauvres. L'heure n'est plus au partage d'un monde qui court à sa propre destruction, mais à l'invention collective d'une stratégie politique alternative se donnant l'écologie comme horizon indépassable et visant prioritairement une profonde refonte des cadres fondamentaux de la vie sociale.

L'intensification de la catastrophe environnementale ne manque pas de générer des souffrances collectives de plus en plus partagées par des catégories jusque-là divisées dans leur rapport à l'écologie dominante. Seul un travail de politisation au plus près des intérêts réels mis en cause par cette crise permettra de surmonter les divergences entre les groupes sociaux. L'écologie politique ne devrait-elle pas davantage s'outiller stratégiquement pour convertir ces convergences objectives en un projet politique d'ensemble, à la hauteur des transformations écologiques nécessaires et donc capables de remettre en cause l'ordre établi ?

(1) Laurence Tubiana, *la Terre ou la démocratie. Déjouer une fracture*, Le Grand Continent, 7 juin 2024.

(2) Giec, résumé à l'intention des décideurs du rapport spécial du Giec sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C, 2018, p. 17 ; IPBES, résumé à l'intention des décideurs du rapport mondial sur l'évaluation de la biodiversité et des services écosystémiques, Paris, mai 2019, p. 9.

(3) Jean-Baptiste Comby, *Ecolos, mais pas trop... les classes sociales face à l'enjeu environnemental*, Paris, Raisons d'Agir, 2024.

Vous souhaitez publier une tribune dans *Libération*? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à ([https://mailto:idees@liberation.fr](mailto:idees@liberation.fr))idees@liberation.fr (<mailto:idees@liberation.fr>).

Cet article est paru dans Libération (site web) (https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/pour-mieux-faire-face-a-la-crise-ecologique-oublions-la-transition-juste-20250214_6QT4IFVWQZGFDF2MEE6ZQUJBTI/).

Illustration(s) :

«Devant le désastre écologique, l'ampleur tant des inégalités sociales que des écologisations à réaliser est telle, qu'elle implique de réinscrire cet enjeu dans une logique de transformation, à rebours du "capitalisme vert"», soutiennent les chercheurs Jérôme Bourdieu et Jean-Baptiste Comby.

Publi  Certificat émis le **14 février 2025** à **BM-ALCAZAR** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20250214-LIF-out6fab_5